



HAL
open science

Villes d'Afrique de l'est en mutation

Pauline Bosredon

► **To cite this version:**

Pauline Bosredon. Villes d'Afrique de l'est en mutation. Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement, 2015, 27-28, <10.4000/tem.3204>. <hal-04361529>

HAL Id: hal-04361529

<https://hal.science/hal-04361529v1>

Submitted on 15 May 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Villes d'Afrique de l'Est en mutation

Pauline Bosredon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tem/3209>

DOI : 10.4000/tem.3209

ISSN : 1950-5698

Éditeur

Université de Lille

Ce document vous est fourni par Université de Caen Normandie



Référence électronique

Pauline Bosredon, « Villes d'Afrique de l'Est en mutation », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 27-28 | 2015, mis en ligne le 02 novembre 2015, consulté le 12 mai 2025. URL : <http://journals.openedition.org/tem/3209> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tem.3209>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Villes d'Afrique de l'Est en mutation

Pauline Bosredon

- 1 En 2010, environ 40 % des Africains étaient des urbains, mais cette proportion n'était que de 23,6 % en Afrique de l'Est selon la définition de l'ONU-Habitat¹. Si nous nous appuyons sur cette définition, la croissance urbaine est-africaine n'en est pas moins très vigoureuse : entre 1960 et 2010, la population urbaine de l'Afrique de l'Est est ainsi passée de 6 à 77,1 millions d'habitants et durant la décennie qui commence, elle devrait augmenter de 38,9 millions supplémentaires pour atteindre 116,1 millions en 2020, ce qui représente une augmentation de 50,4 %. Cet accroissement spectaculaire tend à se maintenir dans le temps et le réseau urbain de l'Afrique de l'Est se caractérise encore aujourd'hui par des capitales souvent macrocéphales, à l'image de Mogadiscio, la capitale somalienne où vivent près de 37,5 % de la population du pays ou d'Antananarivo qui concentre plus de 30 % de la population malgache. Ce sont pourtant les villes de taille intermédiaire, ne dépassant pas 500 000 habitants, qui absorbent désormais le plus gros de la croissance urbaine, ce qui conduit à une recomposition du semis urbain (Calas, 2007). Le développement des villes se fait dans un contexte de forte croissance économique (5,8 % de croissance PIB en 2011 en Afrique de l'Est contre 2,7 % seulement pour l'ensemble du continent²), mais les hiérarchies urbaines encore très déséquilibrées dans la plupart des pays ont mené à la concentration de la richesse et du pouvoir et à de fortes inégalités d'accès aux ressources urbaines.
- 2 Ces villes font aujourd'hui leur entrée plus ou moins rapide et brutale dans le système mondialisé concurrentiel dont elles deviennent des acteurs directs (Dorier-Aprill et Jaglin, 2002). Cela se traduit depuis les années 1980 par une injonction forte à la bonne gouvernance de la part des institutions internationales (ONU-Habitat, Banque Mondiale...), appliquée avec plus ou moins de succès selon les contextes et dont plusieurs auteurs font aujourd'hui une critique assez sévère (Osmont, 1995 ; Dorier-Aprill et Jaglin, 2002 ; Dubresson et Fauré, 2005). L'entrée dans l'ère de la mondialisation se traduit également par la libéralisation des économies et par l'ouverture des espaces urbains aux investissements privés qui n'ont jamais été aussi importants qu'aujourd'hui. Elle se traduit enfin par une volonté politique de modernisation et de développement, alors que 80 % de la production de biens et de services en Afrique s'effectue aujourd'hui en ville : les villes sont désormais perçues et

conçues par les autorités publiques comme par les acteurs privés comme le principal, sinon l'unique vecteur de développement économique et humain des pays (Bosredon et al., 2012). C'est dans ce contexte que nous observons aujourd'hui dans les villes est-africaines des transformations radicales qui sont à la fois le fruit de l'importation de standards urbains mondialisés (notamment l'introduction de la verticalité) et, dans certains contextes, celui d'une valorisation patrimoniale qu'on commence à concevoir comme un outil de développement (économique) urbain. Parallèlement à la valorisation de certains espaces, des programmes d'éradication des taudis sont mis en œuvre dans les quartiers populaires (Yitbarek, 2008), ainsi que la construction ultrarapide de nouveaux logements. Ces programmes sont permis par la création ou le renforcement de marchés fonciers et immobiliers qui accentuent souvent plus qu'ils ne les résolvent les inégalités d'accès à la ville. Il ne faut en effet pas perdre de vue que la réalité urbaine est encore largement dominée par la conjonction de la pauvreté, des inégalités et des taudis dont l'articulation se fait autour de la difficulté d'accès au foncier urbain, à un logement convenable et aux infrastructures de base. Mais à quel prix s'opèrent ces mutations ? Au prix de la ville existante, dans ses formes et dans sa réalité sociale ? Au risque d'une vulnérabilité toujours plus grande des habitants pauvres et de la relégation des plus fragiles ? À l'intérieur de ce cadre de réflexion, plusieurs questions sont posées dans ce numéro.

- 3 Dans un premier article introductif, **Dominique Harre**, **Hervé Gazel** et **François Moriconi-Ebrard** s'intéressent à l'évolution des formes urbaines découlant de l'urbanisation récente, très forte et très rapide, des États d'Afrique de l'est. Face à l'apparition de larges agglomérations urbaines, métropoles ou conurbations de dimension régionale, les auteurs proposent une méthodologie inédite d'analyse de ces nouveaux ensembles, fondée sur la mesure de l'étalement urbain et de la croissance démographique à toutes les échelles. Cette analyse permet une compréhension des processus d'urbanisation et des différentes formes urbaines qui en découlent et amène les auteurs à poser l'hypothèse d'un modèle endogène d'urbanisation in situ, née de la densification des campagnes et contribuant à leur recomposition. Le décryptage du contexte de mondialisation et de métropolisation est ensuite poursuivi par **Hélène Mainet** et **Ephantus Kihonge** qui analysent le rôle d'intermédiaire tenu par les villes secondaires dans les systèmes d'intégration spatiale et économique. Ce rôle d'interface est abordé par le biais des petits entrepreneurs et du système relationnel asymétrique et multi-scalaire dans lequel ils s'insèrent, parfois court-circuités par la mise en œuvre de relations directes entre les zones rurales et les marchés urbains extérieurs.
- 4 Mais à l'échelle intra-urbaine, quel rapport s'établit-il entre les espaces de la modernité ancrés dans cette mondialisation des formes et des flux, et la ville « ordinaire » des pratiques habitantes, la ville populaire de plus en plus précaire ? Peut-on parler de villes duales, ou a-t-on aujourd'hui à faire à des espaces urbains fragmentés en tension entre des programmes de transformation urbaine menés par des politiques publiques radicales et une ville quotidienne, malmenée par ces mêmes politiques ? Ce que l'on observe aujourd'hui, c'est en effet une atomisation de plus en plus intense des formes urbaines et des conflits entre la ville projetée et la ville vécue, entre les acteurs-décideurs et les habitants qui peinent à affirmer leur rôle dans la production de la ville, des conflits entre la modernité recherchée dans les standards internationaux et les quartiers populaires que les autorités publiques veulent nettoyer, cacher ou tout simplement voir disparaître. **Delphine Ayerbe** le montre clairement à travers l'exemple des mutations paysagères d'Addis Abeba, la capitale éthiopienne, et le rôle

pris par l'enjeu environnemental dans les projets urbains menée par une municipalité en quête de modernité. Dans son article, l'auteure met en lumière la place qu'y prennent les espaces boisés d'eucalyptus, entre condamnation d'une espèce trop intensivement importée, rejet de plantations qui rappellent Addis Abeba à son passé et valorisation de la « ville verte ». Cette approche permet d'éclairer la tension entre la ville projetée et la ville vécue où l'eucalyptus a toujours sa place, dans une métropole en mutation dont les acteurs mobilisent subtilement la ville existante dans leurs projets urbains. Dans un tout autre contexte qui est celui de la capitale malgache, Antananarivo, **Catherine Fournet-Guérin** décrypte quant à elle les circulations internationales créatrices de nouveaux lieux de sociabilité urbaine dont elle montre l'impact à la fois sur la confirmation du centre-ville d'origine coloniale et sur l'émergence de nouvelles centralités urbaines. L'auteure éclaire également les pratiques et les représentations attachées à ces lieux qui démontrent la construction par les citoyens usagers d'un nouvel imaginaire de l'ailleurs, d'un exotisme que l'on peut lire en terme de « créolisation ».

- 5 Au-delà des politiques de planification urbaine, il importe de se questionner sur l'« idéologie urbaine » défendue par les élites (les autorités urbaines, les acteurs privés engagés dans les partenariats public-privé, les investisseurs du secteur de la construction etc.). Comment ce modèle s'inscrit-il dans les formes et dans les logiques sociales ? Quel rôle les bailleurs de fonds internationaux jouent-ils dans la définition de ce modèle ? Nous pensons ici aux ONG et aux organisations internationales dont on sait ce que leur doivent les politiques actuelles de décentralisation et de libéralisation des services urbains. **Ilaria Boniburini** analyse ainsi la manière dont la production des villes africaines – en particulier Nairobi – est orientée par des imaginaires urbains hégémoniques, largement diffusés depuis l'indépendance à travers les discours et les pratiques des acteurs de l'aide au développement (UN-Habitat, Banque mondiale), avant que de nouveaux acteurs, défendant de nouveaux intérêts, n'entrent en scène : la Région Métropolitaine de Nairobi, des associations d'habitants, des acteurs privés... À travers quatre cas d'étude, des projets urbanistiques d'échelles et d'ambitions variées, l'auteure met en évidence une tension entre les différents imaginaires urbains portés aujourd'hui par ces multiples acteurs de la production de la ville.
- 6 Enfin se pose la question des mobilisations et des résistances citoyennes. Plusieurs auteurs notent en effet l'apparition de formes sociales et spatiales urbaines innovantes, qui sont autant des modalités de contournement des politiques et des programmes urbains que des bricolages dans la ville. **Mustapha Nour Ayeh** analyse ainsi les transformations socio-spatiales de la ville de Djibouti. Il met en évidence une fragmentation urbaine qui s'accroît, entre intégration aux flux économiques et financiers mondialisés profitant à l'élite dirigeante et marginalisation d'une part toujours plus importante de la population, en butte au creusement sans précédent des inégalités socio-spatiales et à une violence urbaine protéiforme. L'article d'**Amina Said Chiré** offre enfin une analyse de la manière dont les dynamiques sociales, politiques et économiques qui alimentent la production de la ville de Djibouti génèrent des facteurs de vulnérabilité sociale pour une part importante de ses habitants. L'auteure démontre que ce sont les inégalités socio-spatiales caractérisant Djibouti depuis sa fondation par la puissance coloniale française en 1892 et entretenues depuis par l'État djiboutien indépendant, qui renforcent aujourd'hui la vulnérabilité des habitants les plus fragiles.

BIBLIOGRAPHIE

- Bosredon P., Bridonneau M., Duroyaume P., 2012, Vers une nouvelle ville éthiopienne ? Essai d'analyse d'une fabrique radicale de la ville éthiopienne, *Annales d'Éthiopie*, 27, pp. 47-152.
- Dorier-Aprill É., Jaglin S., 2002, Introduction. Gestions urbaines en mutation : du modèle aux arrangements locaux, *Autrepart*, n° 21, pp.5-15
- Dubresson A., Fauré Y.-A., 2005, Décentralisation et développement local : un lien à repenser, *Revue Tiers Monde*, 181, pp. 7-20.
- Calas B., 2007, Dynamiques métropolitaines d'Afrique orientale, *Les Cahiers d'Outre-Mer* [en ligne] n° 237, Afrique de l'Est.
- ONU-Habitat, 2010, *L'état des Villes Africaines 2010. Gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbains*, PNUE (ONU-Habitat).
- ONU- Economic Commission for Africa, 2012, *Rapport économique sur l'Afrique*, 2012.
- Osmont A., 1995, *La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Karthala.
- Yitbarek Alemayehu E., 2008, Revisiting slums, Revealing responses, urban upgrading in tenant-dominated inner-city settlements, in Addis Ababa, Ethiopia. PhD thesis, University of Trondheim, Norway.

NOTES

1. Les données utilisées dans ce texte sont issues du rapport de l'ONU-Habitat : *L'état des Villes Africaines 2010. Gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbains*, PNUE (ONU-Habitat), 2010. Ce rapport s'appuie sur les données des *World Urbanization Prospects: The 2009 Revision*, ONU (DESA), 2009. L'Afrique de l'Est y est définie à partir de critères historiques, économiques, démographiques et sociaux : le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda, la Somalie (et le Somaliland), la Tanzanie, les Seychelles, l'île Maurice et les Comores.
2. ONU - Economic Commission for Africa, *Rapport économique sur l'Afrique 2012*.

AUTEUR

PAULINE BOSREDON

Université Lille1